



17e Assemblée plénière de ParlAmericas

#ParlAmericas2020

La 17e Assemblée plénière de ParlAmericas, organisée virtuellement par l'Assemblée législative du Costa Rica les 13, 16, 20 et 27 novembre, a comporté une série d'activités dédiées à l'économie circulaire, une approche systémique du développement durable conçue pour être bénéfique pour la société, l'environnement et l'économie. Ces événements ont rassemblé des parlementaires, des membres de personnel parlementaire, des jeunes délégués et des spécialistes en la matière pour discuter de l'importance de l'économie circulaire et son utilité dans les processus de reprise économique nécessaires pour surmonter les graves impacts socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 dans la région.



Accédez aux vidéos de cette Assemblée plénière et à d'autres vidéos connexes sur [cette playlist](#)

THÈME

Vers une économie circulaire

LIEU

En ligne, organisée par l'Assemblée législative du Costa Rica

DATE

13, 16, 20, et 27 novembre

PARTICIPANTS

Plus de 110 parlementaires, membres de personnel parlementaire, jeunes délégués et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 25 pays.



Cette activité s'aligne avec les ODD 8, 9, 10, 12, 13 et 14

Rapports annuels de ParlAmericas

Cette année, les rapports annuels de la présidente de ParlAmericas et des trois présidentes de réseaux de travail ont été présentés par vidéo et partagés avec les parlements membres, et ont également été publiés sur le site web et les réseaux sociaux de ParlAmericas le vendredi 13 novembre.

« Je souhaite souligner que, comme expliqué lors de certaines de nos activités, les effets socioéconomiques de la pandémie ont touché les femmes et les filles de manière particulière et disproportionnée, aggravant ainsi des problèmes persistants dans la région, qui menacent certains progrès réalisés en matière d'égalité des genres. ... [donc] adapter notre programmation pour proposer des espaces de travail visant à répondre à certains de ces phénomènes de sorte que les parlementaires aient accès à des informations spécialisées, à des bonnes pratiques innovantes et à des contributions législatives éclairant leur travail durant ces mois difficiles. »

Députée **Maya Fernández Allende** (Chili),
présidente du Réseau parlementaire pour
l'égalité des genres (voir [rapport](#))



Membre de l'Assemblée **Ana Belén Marín** (Équateur), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique (voir [rapport](#))

« Le réseau a continué d'aider les parlements durant ces temps de crises en promouvant des mécanismes pour reconstruire en mieux après la pandémie. ..Aujourd'hui plus que jamais, il est clairement impératif d'élever l'ambition de l'action climatique et d'avancer vers des sociétés durables et résilientes. Que cela soit clair : il s'agit du grand défi de notre époque. »

« Depuis le 30 octobre 2019, ParlAmericas a organisé et participé à plus de 47 activités, dont : 17 réunions organisées par ParlAmericas, avec plus de 1 100 parlementaires, fonctionnaires de parlements, représentants d'ambassades, spécialistes et représentants de la société civile de plus de 39 pays et territoires. »

Membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas (voir [rapport](#))



« Bien que notre travail parlementaire ait été perturbé pendant la pandémie de COVID-19, notre organisation a su se positionner avec dynamisme et aider les parlements de la région sur des thèmes qui ont été essentiels dans ces circonstances ... je me dois de reconnaître l'engagement considérable des parlements de la région, au niveau tant politique qu'institutionnel, pour cet agenda et la période délicate que nous traversons. »

Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay),
présidente du Réseau pour un
parlement ouvert (voir [rapport](#))



Sessions en groupes de travail

La présentation de ces rapports a été suivie de deux sessions de travail, les 16 et 20 novembre, pour discuter du concept général de circularité, des bonnes pratiques pour atteindre une économie circulaire, et les facteurs sociaux, économiques et environnementaux à prendre en compte pour mener une transition juste.

Première session : 16 novembre

La session de travail en anglais et en français du lundi 16 novembre a débuté avec un discours de bienvenue de la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, de la députée **María Inés Solís** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, et de l'honorable **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas.

Cette session a été modérée par la sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire sur le changement climatique. Y ont participé M. **David Oswald** ([présentation](#)), fondateur et président de Design + Environment, et Mme **Virginia Rose Losada**, spécialiste du développement durable des entreprises et de la création d'emploi de l'Organisation internationale du travail (OIT). Leur conversation a répondu à des questions sur l'importance d'une économie circulaire dans le contexte socioéconomique actuel causé par la COVID-19, les stratégies pour mener une transition juste et inclusive, l'importance d'une économie bleue pour diversifier les emplois et en créer, les bonnes pratiques pour atteindre la circularité, le financement d'options, et l'application de modèles circulaires dans l'industrie du tourisme. S'est ensuivi une session de dialogue où les parlementaires, le personnel parlementaire et de jeunes activistes ont échangé des idées et des projets sur l'économie circulaire et ont posé des questions aux intervenants. Enfin, le sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, a clôturé cette session de travail.

« Au sein de l'Assemblée législative, nombre de projets de loi peuvent être soutenus pour franchir ce pas vers une économie circulaire, y compris des propositions pour améliorer la gestion des déchets, économiser l'énergie et utiliser les ressources de manière durable. Nous devons promouvoir des politiques impliquant tous les secteurs du gouvernement local, des communautés et des partenariats public-privé qui peuvent intégrer ces nouveaux modèles de développement. Cela nous permettra d'atteindre une croissance durable, d'améliorer la compétitivité, d'économiser des coûts et même de créer des emplois. »

Députée **María Inés Solís** (Costa Rica),
membre du Conseil d'administration de
ParlAmericas



Consultez l'article de suivi écrit par
l'intervenant David Oswald lors de la
17e Assemblée plénière de ParlAmericas :

» « [Comment les parlements peuvent-ils contribuer à permettre l'économie circulaire et qu'est-ce que cela signifie pour les entreprises?](#) » (en anglais)

« Cette année, du fait de la pandémie, le lien entre l'humanité et la nature est plus évident que jamais, et réparer ce lien apparaît comme essentiel. L'économie circulaire offre un nouveau modèle pour dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement. »

L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

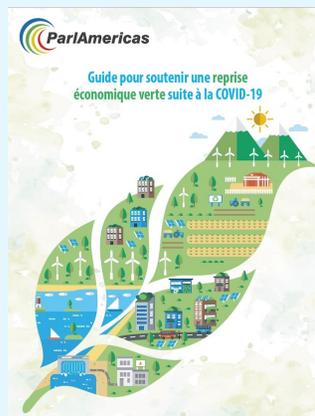


« En tant que parlementaires, nous avons une mission importante à accomplir, nous sommes responsables des réussites et des échecs de la réponse et nous devons saisir toutes les opportunités de bâtir une société plus résiliente. Nous devons voir cette pandémie comme une leçon importante et en ressortir grandis. Nous devons la voir comme une opportunité de provoquer et de promouvoir une conversation constructive et inclusive sur les façons d'avancer ensemble. »

Sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas



Pendant l'Assemblée plénière, les publications suivantes ont été lancées :



[Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19](#)

Le guide sur la reprise économique verte présente un aperçu de l'aspect scientifique de la crise climatique, les cobénéfices socioéconomiques de reconstruire en mieux, et des outils et cadres de travail pour aider les parlements à investir dans un avenir durable plus inclusif.



[Guide sur les parlements écoresponsables : des mesures pour favoriser les pratiques durables au sein des parlements](#)

Ce guide sur les parlements écoresponsables décrit des mesures possibles pour promouvoir des pratiques vertes au sein des parlements, en commençant par mesurer leur empreinte environnementale actuelle et élaborer un plan pour améliorer leurs pratiques de durabilité.

Cette session a souligné les principaux messages suivants :

1. L'économie circulaire est un cadre pouvant être employé pour aborder la nature interconnectée des économies et pour voir l'activité économique à travers une approche systémique afin de renforcer les capacités d'adaptation et de tenir compte de la résilience socioéconomique et socioécologique.
2. Les données et les systèmes de notification sont nécessaires pour modéliser les économies au niveau d'une organisation, d'une communauté ou d'une nation, ainsi que pour suivre et surveiller leurs flux.
3. Des systèmes de gestion environnementale peuvent servir d'approche pour surveiller et suivre de manière systématique l'utilisation d'énergie, la gestion des déchets et les questions de santé et de sécurité à différentes échelles au sein d'un pays.
4. Les gouvernements doivent être entreprenants, se positionner et positionner les industries locales afin d'accéder au financement. Les banques et les organisations financières demandent de plus en plus aux entités de démontrer leur durabilité dans le cadre de leurs travaux préparatoires pour approuver le financement d'un projet.
5. Des évolutions des modes de production et de consommation auront des effets importants sur l'offre et la demande de main-d'œuvre.
6. La transformation structurelle des économies doit être accompagnée d'une transition socialement juste et inclusive, sécurisant les moyens de subsistance des personnes qui pourraient perdre leur emploi dans cette transition vers des industries vertes. Une telle stratégie de transition peut être cocrée par le gouvernement, les industries du secteur privé, les travailleuses et les travailleurs, les organisations de la société civile et le public en général, en tenant particulièrement compte des groupes traditionnellement marginalisés.
7. Les économies productives dépendent d'environnements sains.
8. Tandis que des décisions politiques sont prises pour promouvoir de nouveaux secteurs écoresponsables, il faut tenir compte consciemment et intentionnellement des dimensions de genre, par exemple, pour assurer des perspectives professionnelles et une représentation égales à tous les niveaux de la chaîne de valeur.
9. Des programmes spécifiques doivent être élaborés et conçus pour soutenir les jeunes et les femmes et les aider à accéder au financement, à entrer dans les secteurs émergents et à être maîtres de leurs propres décisions.
10. Les industries peuvent intégrer des pratiques circulaires en examinant leurs chaînes de valeur afin d'identifier les opportunités pour améliorer l'efficacité, réduire les déchets et la pollution, et réutiliser ou recycler des produits.
11. Le gouvernement doit exiger aux entreprises multinationales travaillant sur leur territoire de respecter les pratiques environnementales et circulaires.

Deuxième session : 20 novembre

Durant la session de travail en espagnol et en portugais du 20 novembre, la députée **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, a souhaité la bienvenue aux participantes et participants, ainsi que la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas.

M. **Luis Yáñez** de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a modéré cette session, à laquelle ont participé Mme **Adriana Zacarías**, directrice et coordinatrice mondiale de l'initiative « Global Opportunities for SDGs » et coordinatrice régionale de l'efficacité des ressources au Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'Amérique latine et les Caraïbes; la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** en tant qu'auteure d'un projet de loi sur [l'économie circulaire](#) à l'Assemblée nationale de l'Équateur; et Mme **Ana Belén Sánchez**, spécialiste régionale des emplois verts de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les trois intervenantes ont discuté de la façon dont l'économie circulaire peut servir d'outil pour s'éloigner des approches du statu quo, en particulier dans un contexte post-COVID-19, de l'appui que l'ONU peut fournir aux parlementaires pour mener un agenda pour une économie circulaire, comme illustré par le projet de loi de Mme Cabezas sur l'économie circulaire, des étapes pour mener une transition vers la circularité, et du fait qu'une telle transition doit suivre les principes de justice et d'égalité. Des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des jeunes représentants d'organisations de la société civile ont ensuite échangé sur des initiatives et des projets liés à l'économie circulaire. La sénatrice **Silvia Giacoppo** (Argentine), membre du Conseil de ParlAmericas, a clôturé cette session de travail.

« Notre travail consiste à intégrer. On peut parler des droits de la personne et de réactiver l'économie, et il est tout à fait compatible de parler d'environnement et de développement. La meilleure preuve en est l'économie circulaire, qui non seulement nous aidera à atteindre cet équilibre, mais qui nous permettra en plus de créer de nombreux emplois verts et de produire de meilleurs indicateurs économiques. »



Députée **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

Membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



« L'économie circulaire est bénéfique pour la société, les entreprises et l'environnement, elle offre des alternatives viables et durables pour créer un capital économique, social et naturel, et pour réduire les impacts sur les individus et l'environnement. »

« La pandémie a exposé toutes les vulnérabilités accumulées en Amérique latine et dans les Caraïbes, les inégalités, les systèmes de santé, la forte informalité, la discrimination de genre ou la violence de genre et la surexploitation de ressources naturelles. Elle nous invite aussi à reconstruire en mieux, à faire en sorte de sortir de cette crise en nous observant d'un œil critique et de ne pas répéter ce que nous faisons auparavant, et plutôt de modifier ces trajectoires. De ce point de vue, l'économie circulaire présente un paradigme permettant de modifier cette trajectoire et d'aller directement vers l'idée d'éliminer les déchets; l'idée que notre planète est pleine de possibilités et de ressources. »



Luis Yáñez, secrétaire, CEPALC

« L'une des étapes les plus importantes pour pouvoir avancer en matière d'économie circulaire est de chercher le moyen d'éduquer les jeunes, les générations antérieures et les futures générations, afin de comprendre ce concept et en quoi il consiste. [De même], en tant que consommateurs, nous pouvons créer un nouveau mouvement. Les économies seront contraintes sous notre pression, puisque nous sommes en train de créer ces [nouvelles] tendances de consommation, et nous avons donc le pouvoir d'accélérer ce changement nécessaire. »



Caleb Padilla, leader régional du comité directeur de l'action climatique de Global Shapers pour l'Amérique latine et leader de Climate Reality



Cette session a souligné les principaux messages suivants :

1. Une économie circulaire peut contribuer à résoudre de nombreux problèmes systémiques en réduisant le gaspillage et l'importation de ressources, en promouvant la science et l'innovation, en améliorant l'efficacité des processus, en renforçant le tissu social et la résilience des communautés, en créant des emplois et en restaurant la santé environnementale.
2. La cause principale de la crise planétaire sont les modes intenable de production et de consommation, qui sont également partiellement responsables de la crise climatique, de la pollution et la dégradation environnementales et de la perte de biodiversité. On estime que 80 % des produits sont jetés après une seule utilisation ou six mois après leur achat.
3. La taille des populations a augmenté et les niveaux d'extraction aussi. Toutefois, la répartition des ressources demeure inéquitable. La situation est paradoxale : certains souffrent de malnutrition tandis que d'autres souffrent d'obésité.
4. Il est nécessaire d'examiner les subventions et les incitations fiscales disponibles pour s'assurer qu'elles contribuent à des objectifs de développement durable.
5. Les municipalités et les territoires autonomes, qui sont principalement responsables des activités de gestion des déchets, ont un rôle important à jouer dans la mise en place de pratiques circulaires. Néanmoins, il est essentiel de renforcer les capacités, et des ressources financières sont nécessaires pour soutenir ces efforts.
6. Il est essentiel d'améliorer les systèmes et les infrastructures de recyclage et de tri des déchets pour atteindre la circularité; des efforts doivent être entrepris pour permettre un « recyclage inclusif » et la formalisation de ces emplois grâce à la création de coopératives, par exemple.
7. Les autorités environnementales, sociales et du travail doivent œuvrer ensemble pour identifier des mécanismes et des espaces permettant des transformations durables tout en aidant à atteindre un emploi décent garantissant des mesures sanitaires et de sécurité.
8. Beaucoup d'emplois verts potentiels font partie de domaines principalement occupés par des hommes. Il faut donc réfléchir à comment s'assurer que la croissance verte soit portée par des principes d'égalité des genres et promeuve des opportunités professionnelles pour les femmes.
9. Dans la transformation du travail vers des économies plus vertes, des entreprises deviendront plus importantes et plus fortes économiquement (ex. : secteurs des énergies renouvelables) et d'autres deviendront moins importantes (ex. : énergies fossiles). Il est donc important d'identifier l'impact que la législation et les cadres sur l'économie circulaire auront sur l'emploi afin de savoir quels programmes peuvent être mis en place pour gérer les potentielles pertes de revenus.
10. Il y aura une phase d'adaptation durant laquelle l'éducation devra orienter vers les nouvelles réalités de circularité et les industries devront adapter leurs processus et prendre part à un projet de « symbiose industrielle ».

Session plénière

La session plénière de clôture du vendredi 17 novembre a été inaugurée par l'honorable **Jorge Luis Fonseca** (Costa Rica), vice-président de l'Assemblée législative et hôte de la 17e Assemblée plénière de ParlAmericas, et par la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. La députée **María Inés Solís** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, a ensuite modéré une période de présentations où chaque parlement a désigné un parlementaire pour faire part de la progression nationale dans la transition vers une économie circulaire et une reprise économique durable et équitable.

« Nous devons bien comprendre que l'économie traditionnelle, basée sur la consommation de biens finis, doit évoluer vers un modèle durable axé sur le bien-être de la société, dans une économie permettant la régénération des services et des biens que nous produisons. Voilà le grand défi que nous devons relever. »

Député **Jorge Luis Fonseca**
(Costa Rica), vice-président de
l'Assemblée législative et hôte
de la réunion



Présentations parlementaires

« La législature a su soutenir les efforts et l'élan de l'État vers une économie moins linéaire. Cette décision politique est devenue une solution pour lutter contre notre importante production de déchets dû à notre forte dépendance à l'importation de produits. Ces politiques de développement durable visent, entre autres, à travailler avec les acteurs de l'industrie des déchets pour transformer les déchets en ressources renouvelables et réduire les émissions, ainsi qu'à favoriser davantage de responsabilité individuelle dans notre développement durable. Antigua-et-Barbuda est également devenu le premier pays d'Amérique latine et des Caraïbes à agir fortement pour réduire le plastique à usage unique. »



L'honorable **Alincia Williams-Grant**
(Antigua-et-Barbuda), présidente du
Sénat

« L'une des principales politiques adoptées comme lois par le parlement est l'engagement de la Barbade à produire 100 % de son électricité à partir de sources renouvelables et d'être neutre en carbone d'ici 2030... [ce qui] nécessitera aussi un élément local pour stimuler l'entrepreneuriat local. Quant à la COVID-19, notre transformation en matière de tourisme repose sur une base durable circulaire concernant la construction, les incitations financières et l'utilisation locale de produits et de services dans les chaînes d'approvisionnement. »



L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat

Sénatrice **Eva Humerez** (Bolivie)



« En Bolivie, la Terre Mère est considérée comme un sujet commun d'intérêt public et dont les droits sont garantis par la loi, considérant qu'il ne s'agit pas d'un objet et que l'être humain peut parvenir à un développement intégré en harmonie avec l'équilibre de la Terre Mère pour Bien Vivre. »

« Du point de vue de la durabilité, en 2016, le Gouvernement du Canada a créé un cadre de travail pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions et renforcer la résilience en même temps que l'économie. Ce cadre a été élaboré avec les provinces et territoires du Canada, et en consultation avec nos peuples autochtones. De plus, des réglementations entrées en vigueur en 2018 sont conçues pour éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030. Des groupes de travail pour une transition juste ont aussi été créés pour apporter des recommandations visant à appuyer la transition des travailleurs du secteur charbonnier et leurs communautés vers une électricité plus propre. En tant que président du G7 en 2018, le Canada a dirigé l'élaboration de la Charte sur les plastiques dans les océans, qui engage à agir pour la gestion efficace du cycle de vie des ressources. »



Député **Marc Serré** (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas



Député **Javier Macaya** (Chili), vice-président pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

« Depuis mars 2020, les ministères de l'Environnement et de l'Économie et la fondation EuroChile ont travaillé sur une feuille de route pour une économie circulaire en suivant une méthode de gouvernement ouvert, avec une forte participation citoyenne et des ateliers de cocréation. Cette feuille de route constituera un guide pour promouvoir des politiques et initiatives, des actions et des objectifs pour favoriser la transition vers des chaînes d'approvisionnement plus efficaces et durables, en particulier dans l'utilisation des ressources... Les piliers de la feuille de route sont 1. Obtention des matières premières; 2. Production; 3. Consommation; et 4. Bâtiments et gestion des déchets. »

« Comme le pouvoir législatif, l'exécutif entreprend des efforts à travers des politiques publiques et la législation. Par exemple, le gouvernement national a présenté en 2018 la stratégie nationale sur l'économie circulaire, visant à promouvoir l'innovation, la création de valeurs du système de production et de consommation, etc. Au sein de la législature, nous avons traité sept projets de loi importants sur l'économie circulaire au cours des derniers mois. Hier soir, nous avons adopté la loi sur l'entrepreneuriat, une loi sur l'économie circulaire qui permet évidemment, à travers l'entrepreneuriat, de réutiliser les différents produits pour créer une économie productive, une économie circulaire. »



L'honorable **Germán Blanco** (Colombie), président de la Chambre des représentants

Députée **Ana Lucía Delgado** (Costa Rica)



« Je crois fermement que le Costa Rica offre le contexte idéal pour l'économie circulaire. Nous sommes un pays qui reboise et leader de la production d'électricité renouvelable. Aujourd'hui, par exemple, la couverture forestière représente le double d'il y a 30 ans (52 % du territoire national), et nous avons terminé l'année 2019 avec 99 % de production d'électricité renouvelable à partir de ressources propres comme l'eau, le vent, la géothermie, la biomasse et le sol. »

« Le Parlement de l'Équateur est en train de traiter le projet de loi sur l'économie circulaire, qui sera pour notre pays un pas en avant dans la construction de nouveaux modèles économiques dans lesquels les chaînes de production intègrent des matériaux alternatifs et recyclés, et développent trois modèles d'emploi plus équitables et des processus respectueux de l'environnement. L'adoption de cette loi ouvre un éventail d'opportunités pour l'industrie équatorienne tandis que l'essor productif et la prospérité des citoyennes et citoyens sont la clé du contexte post-pandémie. »



Membre de l'Assemblée **César Litardo** (Équateur), président de l'Assemblée nationale



L'honorable **Manzoor Nadir** (Guyane), président de l'Assemblée nationale

« En ce qui concerne l'économie circulaire et le développement durable en période de COVID-19, l'accent sera mis sur la sécurité alimentaire, l'utilisation efficaces de nos ressources naturelles et les produits qui nuisent à notre environnement naturel. À cet égard, la Guyane a conclu des accords il y a environ 13 ans sur l'utilisation durable de nos forêts et a lancé la stratégie de développement bas carbone. Le dernier gouvernement a également lancé la stratégie de développement vert de l'État. Tous ces programmes vont tout à fait dans le sens de l'économie circulaire. »

« L'économie circulaire signifierait que toutes les couches d'une société puissent participer à l'effort du développement et de l'amélioration de la condition de vie des peuples des Amériques, avec une considération pour l'économie équitable et intégrative. En tant que sénateur et membre de la communauté américaine, je voudrais partager mes préoccupations pour la tendance des économies qui n'ont pas une solidarité envers les plus faibles...Je suis incliné à vous demander à vous tous et à moi-même, de travailler de sorte que le monde devienne un peu plus équitable. »



Sénateur **Patrice Dumont** (Haïti)



Sénatrice Dre **Sapphire Longmore** (Jamaïque),
membre du Conseil de ParlAmericas

« L'économie circulaire est certainement un sujet que nous abordons. Nous reconnaissons que notre marché national est très vulnérable aux perturbations du marché de l'énergie car la Jamaïque importe 90 % de ses carburants fossiles. La politique du Gouvernement de la Jamaïque veut que 30 % de l'énergie du réseau national soient issus de sources renouvelables d'ici 2030 [tout] en continuant de promouvoir le développement d'énergies renouvelables autochtones. Nous essayons de stimuler non seulement l'approche gouvernementale, mais aussi l'intérêt du secteur privé à développer une économie circulaire [et] à développer des possibilités commerciales efficaces et renouvelables d'un point de vue énergétique. »

« Tous les groupes parlementaires du Sénat de la République ont démontré un intérêt à avancer sur ce sujet. Presque 22 initiatives liées à l'économie circulaire et à la gestion des déchets ont été enregistrées. On compte par exemple : la responsabilité élargie des producteurs; l'étiquetage avec des informations sur les répercussions sur l'environnement et le traitement des déchets; et la promotion du changement d'habitudes des consommateurs. »



Sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), vice-présidente
pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire sur
l'égalité des genres de ParlAmericas



Députée **Soraya Pérez Munguía**
(Mexique)

« Au Mexique, il y a urgence à adopter un cadre réglementaire favorisant l'économie circulaire, non pas de manière volontaire mais à travers la loi. L'an dernier, 60 entreprises mexicaines, ainsi que plusieurs associations et chambres de commerce du pays, ont signé un accord national pour la nouvelle économie du plastique au Mexique. Cet accord vise à éliminer les plastiques à usage unique non nécessaires. Le Sénat est en train de traiter une loi générale sur l'économie circulaire proposant une série d'instruments de contrôle et de gestion, comme des plans de gestion des déchets solides et de responsabilité partagée, et des programmes gouvernementaux et municipaux. »

« L'Assemblée nationale du Nicaragua vise à renforcer sa législation en appliquant un principe de globalité, considérant que le modèle d'économie circulaire, ou économie créative, comme nous l'appelons, nécessite plus qu'une loi spécifique. L'économie circulaire est étroitement liée à plusieurs secteurs. Par conséquent, il est essentiel qu'en tant que députées et députés, nous garantissons que tous les textes de loi présentés devant nos commissions et liés à ce sujet soient réformés ou mis à jour pour intégrer cette nouvelle approche. »



Députée **Arling Alonso** (Nicaragua)



Membre de l'Assemblée nationale **Edison Broce** (Panama)

« L'économie circulaire aborde deux défis très importants pour la région : la pollution et le changement climatique, qui est sans aucun doute le plus grand défi de l'humanité. À l'Assemblée nationale du Panama, le projet de réduction des plastiques à usage unique a reçu le soutien des différents groupes parlementaires. Ce projet est né il y a plus de deux ans, et il a compté la participation d'acteurs stratégiques comme l'industrie et des ONG. Nous avons dû céder sur certains aspects, nous avons gagné sur d'autres, mais cet exercice a été très important. L'une des plus grandes réussites de ce projet, récemment adopté et bientôt en vigueur, est qu'il ne permet pas de remplacer le plastique par du plastique. »

« Au Paraguay, nous avons tenu un forum latinoaméricain sur l'économie circulaire, auquel les autorités gouvernementales ont participé. L'énergie utilisée au Paraguay est à 100 % renouvelable, cela est très important. Nous avons également déjà adopté des lois visant une économie durable, comme la loi sur l'utilisation de sacs plastiques dans les supermarchés, ou celle sur la déforestation zéro et la déclaration de zones sauvages protégées. »



Sénateur **Amado Florentín** (Paraguay),
membre du Conseil de ParlAmericas



Membre du Congrès **Rolando Ruíz** (Pérou),
membre du Conseil de ParlAmericas

« Au Pérou, l'économie circulaire vise l'utilisation efficace des ressources où priment la réduction de l'impact environnemental et la réutilisation et le recyclage des produits. Elle promeut aussi l'innovation et la croissance économique. L'économie circulaire est celle qui doit être prise en compte dans les budgets de tous les pays pour avoir une économie propre et saine, avec la contribution non seulement des États, mais aussi de l'économie privée. C'est ce que vise le Pérou, un travail commun. »

« Au fil des années, le Gouvernement de Sainte-Lucie a contribué à aller vers l'économie circulaire. Nous n'utilisons peut-être pas ce terme mais beaucoup de textes de loi abordent ce sujet. Le plus récent, lequel mentionnait ce terme, a été adopté l'an dernier, quand le Cabinet de Sainte-Lucie cherchait à mettre des installations d'enfouissement hors service au 1er octobre 2019 et à adopter une politique engageant la Sainte-Lucie à ne plus posséder ce type d'installations d'ici 2030. Cette politique reflète le raisonnement actuel concernant l'économie circulaire. »



L'honorable **Andy Daniel** (Sainte-Lucie), président de l'Assemblée et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas



L'honorable **Marinus Bee** (Suriname), président de l'Assemblée nationale et membre du Conseil de ParlAmericas

« Quand nous serons obligés de réfléchir à de nouvelles façons de faire, nous produirons, distribuerons, achèterons et consommerons sûrement différemment. Ces nouvelles tendances, influencées par nos contraintes nouvelles, semblent aller dans le sens de l'économie circulaire. La fondation Support Recycling Suriname sensibilise la communauté au tri des déchets. Depuis 2015, elle fournit des bacs de collecte pour tous les types de bouteilles et sacs en plastique, et de boîte de conserve au Suriname. L'objectif final est de fournir 450 bacs de collecte dans tout le pays. »

« À Tobago particulièrement, le principal secteur d'exportation est le tourisme et une part importante de sa proposition de valeur est qu'il s'agit d'une île propre, verte et calme. Concernant l'économie bleue, l'île de Tobago a cherché à obtenir le statut de Pavillon bleu pour trois de ses plages les plus populaires, un écolabel de renommée mondiale sur le marché du tourisme international, connu pour ses plages propres, sécurisées et sûres d'un point de vue environnemental. De plus, l'île de Tobago a également lancé plusieurs initiatives de recyclage à travers des partenariats public-privé mettant l'accent sur les plastiques, les boîtes de conserve et l'élimination et la réutilisation des déchets. »



L'honorable sénateur **Randall Mitchell** (Trinité-et-Tobago), ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts

Membre de l'Assemblée nationale **Delsa Solórzano** (Venezuela)



« Au Venezuela, nous rencontrons un défi considérable pour l'avenir car il reste peu d'industrie dans notre pays aujourd'hui. Des 19 000 industries existant au Venezuela en 1998, il n'en reste aujourd'hui plus que 2 400, qui travaillent sur des mécanismes internes pour pouvoir créer une économie circulaire bénéfique pour l'avenir. »

Déclaration

La 17e Assemblée plénière de ParlAmericas s'est achevée avec la lecture de la [déclaration](#) en espagnol, en français, en anglais et en portugais, par la membre de l'Assemblée législative **Ana Lucía Delgado** (Costa Rica), le député **Marc Serré** (Canada), l'honorable **Alincia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat et **Fabio Almeida Lopes** (Brésil), chef du cabinet du Secrétariat des relations internationales de la Chambre des députés, respectivement. Cette déclaration reconnaissait que les modèles économiques actuels exercent une pression intenable sur l'environnement, contribuent au changement climatique, exacerbent les inégalités économiques, menacent le bien-être des individus, et posent de sérieux défis aux générations futures, démontrant ainsi l'importance de l'action des parlements pour avancer vers la circularité afin de soutenir un développement plus durable.



Les engagements adoptés dans cette déclaration par les délégations parlementaires incluent les suivants :

Travailler avec les autorités nationales et locales pour inscrire l'économie circulaire au programme public et promouvoir son importance dans l'atténuation des effets du changement climatique, et dans le contexte des plans de reprise économique suite à la COVID-19.

Demander aux autorités compétentes de créer, compiler et diffuser des données environnementales ventilées de manière systématique, régulière, accessible et compréhensible, et garantir qu'elles soient disponibles au public et qu'elles puissent éclairer l'élaboration d'initiatives et de politiques publiques visant à promouvoir l'agenda pour le développement durable, par exemple suivre les déchets post-industriels et post-consommation pour évaluer leur impact.

Créer des initiatives et des politiques favorisant une transition juste et inclusive qui garantit que les personnes travaillant dans des industries non durables ne soient pas laissées pour compte, comme des programmes de formation ou une aide technique et financière, afin de faciliter leur transition vers des emplois dans les industries vertes émergentes, en tenant particulièrement compte des femmes et des personnes au niveau d'éducation faible pour éviter que les inégalités existant dans le modèle économique linéaire ne persistent.

Adopter les lois nécessaires pour financer la transition vers des modèles économiques circulaires en proposant des incitations fiscales et financières aux industries adoptant des pratiques d'économie circulaire, comme en assumant la responsabilité de leurs produits au-delà du point de vente, encourager la symbiose industrielle (le déchet ou le produit dérivé d'une industrie devient une ressource pour une autre) et promouvoir des mécanismes innovants pour faciliter l'accès à des fonds multilatéraux ou au capital privé destiné à financer des entreprises durables.

Assurer, grâce à notre fonction de contrôle, que les investissements étrangers soient régis par les mêmes principes de protection de l'environnement et d'économie circulaire promus au niveau national, et que les multinationales implantées et/ou ayant une activité dans notre juridiction respecte les normes internationales les plus élevées en matière de protection de l'environnement.

Promouvoir la mise en œuvre d'une approche de genre et intersectorielle de la discussion et de l'analyse des modèles économiques circulaires, en reconnaissant le rôle des femmes dans la production et la consommation, et en les promouvant comme actrices du changement via des financements pour leurs entreprises et projets communautaires écoresponsables, ainsi qu'en garantissant leur participation aux processus décisionnels.

« La pandémie a placé au centre du débat, avec une vigueur renouvelée, la nécessité d'une action politique de qualité des États et en particulier des parlements. »

Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay),
Nouvelle présidente de ParlAmericas,
élue par acclamation lors de la 17e
Assemblée plénière de ParlAmericas



« C'est la première fois que les Caraïbes anglophones occupent un poste si important dans cette organisation. Je suis impatiente de l'aider à atteindre ses objectifs, particulièrement dans le contexte de ses trois piliers. Il est absolument nécessaire de travailler et d'avancer dans ces trois domaines dans les pays membres des Caraïbes anglophones, et tout particulièrement dans le domaine du changement climatique. »



L'honorable **Brigid Annisette-George**
(Trinité-et-Tobago), présidente de la
Chambre des représentants et nouvelle
vice-présidente de ParlAmericas, élue
par acclamation lors de la 17e
Assemblée plénière de ParlAmericas

Résultats des élections du Conseil d'administration de ParlAmericas pour 2020-2022 (tous les postes ont été pourvus par acclamation)

ParlAmericas est dirigée par des parlementaires et pour les parlementaires, avec un Conseil d'administration composé de 21 parlementaires représentant des pays d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que des Caraïbes. De plus, le Conseil compte la représentation d'office de l'hôte de l'Assemblée plénière, du président précédent de ParlAmericas, des directeurs de la ParlAmericas Corporation, du Secrétariat international de ParlAmericas, et du Secrétariat international de l'OEA. Les membres du Conseil sont élus pour un mandat de deux ans par les parlements membres de ParlAmericas lors de l'Assemblée plénière annuelle.

Présidence

- ➔ Sénatrice Blanca Ovelar (Paraguay)

Vice-présidence

- ➔ L'honorable Brigid Annisette-George (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants

Représentant/e des Caraïbes

- ➔ Antigua -et-Barbuda
- ➔ Barbade
- ➔ Jamaïque

Représentant/e de l'Amérique du Sud

- ➔ Colombie
- ➔ Guyane
- ➔ Suriname

Représentant/e de l'Amérique centrale

- ➔ Costa Rica
- ➔ Nicaragua

Représentant/e de l'Amérique du Nord

- ➔ Canada
- ➔ Mexique

Hôte de la 18e Assemblée plénière du ParlAmericas

- ➔ Chili

*ParlAmericas remercie la membre de l'Assemblée nationale
Elizabeth Cabezas (Équateur) pour son leadership et sa vision durant son
mandat en tant que présidente de ParlAmericas.*

Pays présents



Antigua-et-Barbuda



Argentine



Les Bahamas



Barbade



Bolivie



Brésil



Canada



Chili



Colombie



Costa Rica



Cuba



Équateur



Le Salvador



Grenade



Guyane



Jamaïque



Haïti



Méxique



Nicaragua



Panama



Paraguay



Pérou



Sainte-Lucie



Suriname



Trinité-et-Tobago



Venezuela

Canada



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux de l'Assemblée législative du Costa Rica et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Podcasts ParlAmericas

Abonnez-vous au podcast ParlAmericas sur [iTunes](#) ou [Spotify](#), où vous pourrez écouter une des sessions de cette rencontre et d'autres de nos activités.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

